



Communiqué de presse

N°010/SP/HAC/2017

La Haute Autorité de la Communication invite au respect de la Loi sur la liberté de la presse

Conakry, le 27 novembre 2017 - *La Haute Autorité de la Communication suit avec une attention particulière la situation sociopolitique en Guinée. Elle déplore vivement la radicalisation du discours de certains responsables politiques et syndicaux et invite les journalistes à faire preuve de discernement et de responsabilité dans le traitement et la diffusion des informations. Elle rappelle qu'elle est la seule Institution habilitée par la Loi à suspendre ou à fermer un média.*

La Haute Autorité de la Communication, préoccupée par les derniers développements de la situation sociopolitique du pays, invite les autorités, les acteurs politiques, les partenaires sociaux et les médias à agir dans le sens de la protection de la liberté de la presse et du renforcement de la démocratie en Guinée.

La Loi Fondamentale et la Loi Organique L/2010 / 02 / CNT du 22 juin 2010 portant *Liberté de la presse* consacrent la liberté d'expression et la liberté des médias en Guinée. Cependant, l'article 1^{er} alinéa 2 de la Loi Organique L/2010 / 02 / CNT précise que l'exercice de cette liberté se fait « **sous réserve du respect de l'éthique et de la déontologie, de la dignité humaine et des droits de la personne, du caractère pluraliste de l'expression des courants de pensées et d'opinions** ».

L'article 30 alinéa 2 de la même Loi Organique dispose qu'« **aucune station de radiodiffusion ou de télévision privée ou communautaire ne doit ni directement ni indirectement s'identifier à un parti politique, à une religion, à une région ou encore à une ethnie** ».

L'article 40 de la Loi Organique L/2010/002/CNT du 22 Juin 2010 portant *Liberté de la presse* et l'article 51 de la Loi Organique L/2010/003/CNT du 22 juin 2010 portant *Attributions, organisation, composition et fonctionnement de la Haute Autorité de la Communication*, confèrent à cette dernière et à elle seule la **prérogative de sanctionner les médias par un avertissement, une mise en demeure, une suspension ou une annulation de la licence d'autorisation**. Par conséquent, la Haute Autorité de la Communication invite les autorités de l'Etat au niveau central et au niveau déconcentré à signaler à lui tout dérapage qu'elles constatent dans les médias. L'instance de régulation qu'elle est examinera les cas et prendra alors les mesures appropriées conformément à la Loi.

Par ailleurs, la Haute Autorité de la Communication rappelle que l'article 2 de la Loi Organique L/2010/003/CNT du 22 juin 2010 portant *Attributions, organisation, composition et fonctionnement de la Haute Autorité de la Communication* dispose que « **La Haute Autorité de la Communication est un organisme de défense du droit des citoyens à l'information.**

Elle a un rôle de soutien et de médiation en vue d'éviter :

- **le contrôle abusif des médias par le gouvernement ;**
- **la manipulation de l'opinion publique à travers les médias ».**

La Haute Autorité de la Communication rappelle aux médias guinéens leur devoir de contribuer à la préservation de la stabilité et de la paix dans le pays. **A cet effet, la Haute Autorité de la Communication demande aux médias guinéens de favoriser l'expression pluraliste des courants de pensées et d'opinions tout en pratiquant un journalisme au service de la paix, de la sécurité et du développement de la Guinée.**

Elle leur demande d'éviter de faire l'apologie de propos ou d'informations susceptibles de porter atteinte au bon fonctionnement des Institutions de la République, de mettre en péril l'unité nationale et de créer des troubles sociaux.

Les incitations aux troubles, aux violences, les atteintes à l'unité nationale et à la sûreté de l'Etat sont des infractions pénales graves punies par la Loi Organique L/2010 / 02 / CNT du 22 juin 2010 portant *Liberté de la Presse* et par le Code pénal guinéen.

La Haute Autorité de la Communication demande aux médias guinéens de ne pas se laisser manipuler ou servir d'outils d'incitation aux violences, à la haine et aux troubles.

Elle invite les autorités publiques à tous les niveaux à coopérer pleinement avec la Haute Autorité de la Communication pour la préservation de la Liberté de la presse et le renforcement de la démocratie en Guinée.

Conakry, le 27 novembre 2017

Pour la Haute Autorité de la Communication

La Présidente



Madame Martine Condé
Commandeur de l'Ordre National du Bénin